

Unis, les lobbies ont dépensé beaucoup...
s-Steagall Act [1] et permettre aux banques
e banque d'investissement.

est remise en cause...

stabilité financière ne pouvait pas être traitée
it être une préoccupation permanente, dans
é l'instabilité financière de manière asymé-
érale, les marchés s'autorégulent et que les
iter quand elles éclataient. L'expansion très
pas une anomalie. Cependant, la Fed a fini
emps 2007, elle a remonté son taux directeur
faire remonter les taux longs, en raison de
e du reste du monde qui se déversait sur le
mentait la bulle immobilière. On s'est aperçu
mécanismes qui réduisaient l'efficacité des
est une réalité dont les banques centrales n'ont
A partir de 2004, l'augmentation de la masse
r les quatre cinquièmes, à celle des réserves
rédit intérieur.

ycle financier, les taux d'intérêt ne suffisent
e provision en capital, dont le montant serait
n du rapport entre l'endettement total des
ision, destinée à parer au risque systémique
ait répartie forfaitairement entre les banques.
croéconomique comme les règles dites de
croéconomique, qui relève de la politique
e par les banques centrales.

es sont les régulations nécessaires ?

, c'est l'universalité des règles imposées aux
nt de mettre les places *off-shore* [les paradis
les arbitrages réglementaires continueront.
ent aux grands pays émergents. Mais il y a
à la coordination. La mécanique qui a mené
age des monnaies de ces pays au dollar. Or
sortir du système de change actuel. Ils ont
onétaire sur leur demande intérieure, mais
ur monnaie sur une devise étrangère.
rs des changes plus flexibles. Mais cela veut
changes, et pas seulement entre les monnaies
ourraient advenir du fait du change si on ne
économiques. Se posera donc le problème de
ce qui pourrait être le rôle du Fonds monétaire
a type G7 élargi. **Propos recueillis par S. M.**

Un New Deal vert

La crise financière trouve ses origines dans l'explosion du nombre de consommateurs pauvres. Le député européen plaide pour un « New Deal vert » : la reconversion de la société selon les normes du développement durable est un gisement d'emplois et de croissance.

Vous dites que cette crise est à la fois sociale et environnementale. En quoi ? Est-ce la fin de ce que vous appelez le « système libéral-productiviste » [1] ?

L'aspect libéral de la crise est ce qui l'apparente à la crise de 1929 : une accumulation de richesses qui ne trouve plus à s'investir car les pauvres sont trop pauvres pour acheter. On a dépassé en 2007, aux Etats-Unis, la polarisation sociale de 1928, époque où le 1 % les plus riches se partageait pratiquement le quart de la richesse nationale. Ainsi, en raison de la destruction achevée du New Deal qu'avait justement inventé Roosevelt pour remédier à la crise de l'entre-deux-guerres en développant une large classe moyenne, nous avons retrouvé il y a un peu plus d'un an le niveau de déséquilibre qui avait provoqué la crise de 1929. On se retrouve même dans une structure de distribution mondiale plus dangereuse encore que celle de 1928. Car, d'une part, les travailleurs américains ou européens se sont appauvris, mis en concurrence avec ceux de l'ex-tiers monde, alors que, d'autre part, la modernisation productive s'élargissait presque au monde entier. Or la crise de 1929 venait de la mauvaise distribution des gains de productivité : les salaires stagnaient tandis que la productivité accélérail dans les années 1920, avec des profits « rugissants ». De nos jours, les ouvriers chinois travaillent sur des machines achetées en Allemagne, avec la productivité de 2008, mais ils sont payés avec les salaires de 1900. Nous sommes face à une crise de 1929 au carré !



Alain Lipietz, docteur en économie, directeur de recherche au CNRS jusqu'à son élection au Parlement européen comme député Verts en 1999. Auteur notamment de *La Société en sabbat*. Le partage du travail contre la déchirure sociale (éd. La Découverte, 1998).

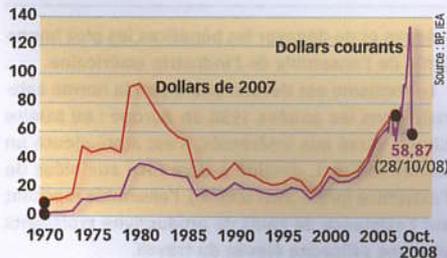
[1] Voir le blog d'Alain Lipietz <http://lipietz.net/spip.php?mot178>

La crise de l'énergie sera plus dure demain

La crise a cassé le boom des prix du pétrole. Ils ont retrouvé fin octobre 2008 leur niveau de 2006-début 2007. Mais à plus long terme, à moins d'une politique ambitieuse d'économies d'énergie et de

régulation des prix, ils pourraient de nouveau exploser, avec le creusement du fossé entre l'évolution projetée de la demande et celle de la production, qui va inexorablement décliner.

Evolution du prix du baril de pétrole brut (Brent), en dollars de 2007 et en dollars courants



Production et demande de pétrole, en millions de barils par jour



Le deuxième aspect, c'est l'aspect productiviste de la crise. Pour la première fois depuis 1848, voire même depuis la Grande Peste, on assiste, en plus de la crise du système économique, à une crise d'épuisement des ressources naturelles. En 1929, les récoltes étaient bonnes, aucun problème du côté de la nature : on brûlait le café invendable dans les locomotives. On atteint désormais la limite de la plupart des ressources non renouvelables : pétrole, métaux... Tout s'épuise à la fois : non seulement les matières premières, mais également notre environnement global, avec l'explosion des émissions de gaz à effet de serre, qui représente un péril bien plus grave encore.

En plus, le monde a manqué courir à la catastrophe totale en se lançant en 2007 dans les agrocarburants. Pour lutter contre la rareté du pétrole, on aggravait la rareté des produits alimentaires. Et cela a précipité les propriétaires endettés dans la pauvreté, accélérant la crise des *subprime*. Ce projet insensé est remis en question, du moins en Europe. Je ne condamne pas en bloc les agrocarburants (les Verts ont un agrocarburant pour emblème : le tournesol !), mais l'idée que l'on puisse y consacrer un sixième des terres – au XIX^e siècle, un sixième de la terre française servait à nourrir les chevaux – témoigne de notre folie. D'autant que les Chinois enrichis commencent à manger de la viande, ce qui nécessite de mobiliser de plus en plus de terres agricoles pour l'alimentation du bétail : il faut quatre à dix calories végétales pour produire une calorie animale. Résultat : les 27 pays les plus pauvres étaient en état de crise alimentaire en mai 2008, en l'absence de sécheresse ou d'inondation particulière !

Quelle pourrait être la forme d'un autre régime d'accumulation, d'un autre mode de régulation et d'un nouveau modèle de développement ? On ne va pas revenir au fordisme ?

Par ses ressemblances avec la crise de 1929, il devra sans doute y avoir quelque chose de rooseveltien dans les solutions à la crise actuelle. Donc de la redistribution des revenus à l'échelle mondiale. Et l'Etat-nation est désormais impuissant à réguler le capitalisme : il nous faut au moins une Europe fédérale. Mais non, bien sûr, on ne reviendra pas au fordisme, à cause de la crise écologique : il ne faut pas garantir une automobile à chacun, mais des logements bien isolés, produisant leur propre énergie, et des transports en commun !

Le fordisme

Henry Ford est l'initiateur de l'embauche à 5 dollars par jour, en 1917, à un moment où les employeurs de la métallurgie proposaient au mieux 3 dollars pour un travail équivalent. En échange, il exigeait une obéissance totale, ce qui lui permit de mettre en œuvre un ensemble de techniques dérivées du taylorisme (travail à la chaîne, parcellisation des tâches, spécialisation poussée, etc.). Grâce à elles, les gains de productivité permirent de payer ces

salaires et de dégager les bénéfices les plus importants de l'ensemble de l'industrie américaine.

Le fordisme est devenu peu à peu la norme salariale dans les années 1950 en Europe : au salaire direct, versé aux intéressés, s'est alors ajouté un salaire indirect, destiné à faire face aux aléas de l'existence (protection sociale), l'ensemble reposant sur l'existence de gains de productivité croissants et d'une efficacité élevée du travail.

C'est toute l'idée de la croissance verte. La norme de consommation devra être non seulement économe en énergie et en gaz à effet de serre, mais elle devra en plus réduire les déséquilibres accumulés. On ne peut pas se contenter de la décroissance de l'activité. Ce serait vrai si on était à l'équilibre et qu'il fallait maintenir les choses en l'état. Or ce n'est pas du tout le cas.

Il faut bien comprendre que lutter contre la crise écologique suppose une croissance massive de l'activité humaine. Nous devrions être aujourd'hui dans une « économie mobilisée », au sens de János Kornai, l'économiste hongrois : une économie où il y a adéquation entre l'immensité des besoins collectifs reconnus comme tels par les individus et la capacité de l'offre de travail à satisfaire ces besoins. En un an, tout pays « mobilisé » pourrait être en situation de plein-emploi avec des gens en train de construire des logements écologiques, des vélos, des couloirs pour autobus à méthane, issu de la fermentation des ordures, de remettre HLM et copropriétés aux normes Haute qualité environnementale.

Le travail que nous avons à mener, dans les collectivités locales, dans les institutions européennes (où les scrutins sont proportionnels et permettent de représenter les courants émergents), c'est de montrer ce que serait le New Deal du XXI^e siècle. La révolution d'une redistribution égalitaire des gains de productivité selon des formes faisant reculer la crise écologique : croissance du temps libéré, économies d'énergie, reconversion vers une nourriture saine, etc.

Propos recueillis par Bertrand Richard